

Ivan De Vadder Journaliste politique

Quand la N-VA connecte l'identité à la sécurité

La politique de l'éducation est au cœur de la campagne électorale de la N-VA. Deux discussions ont illustré sa stratégie au cours de la semaine dernière. D'une part, il y eut l'interdiction du port de voile dans une école de Maasmechelen, qui a été annulée par un juge. Onze filles de cette école ont finalement eu le droit de porter leur foulard à l'école. De l'autre côté, il y eut ces parents qui, malgré le froid glacial, campèrent des jours devant les portes d'une école à Grimbergen pour que leur enfant soit inscrit dans l'école de leur choix.

La Flandre connaît un système d'inscription électronique centrale pour les écoles secondaires. Il est conçu pour mieux gérer la pénurie de places dans certaines écoles flamandes. Et cette année, il a été appliqué pour la première fois, surtout dans les grandes villes. Mais déjà à Anvers, plusieurs écoles ont refusé d'appliquer cette procédure. Ailleurs en Flandre, une centaine d'autres écoles ont aussi refusé de l'appliquer. Conséquence : de temps en temps, on revoit des parents camper devant les portes d'une école pour être certains que leurs enfants soient inscrits dans l'école de leur choix. Comme la semaine passée, à Grimbergen, malgré le fait que le système a été mis au point pour éviter que ces situations se reproduisent.

La liberté des parents est devenue un argument dont la N-VA se sert selon la cause

A Gand, plusieurs parents contestent maintenant le choix que « l'ordinateur » a fait pour

leur enfant. Ce choix n'est pas du tout motivé par la pénurie, selon les parents, en raison du fait que plusieurs enfants ont reçu le choix d'un autre enfant. Si seulement ces parents pouvaient échanger « leurs enfants », le problème serait résolu. Mais « le système » est impitoyable. La N-VA soutient l'objection de ces parents, et des écoles qui refusent de participer au système d'inscription centrale. Pour la N-VA, dans ce cas, la liberté des parents est prioritaire.

La même semaine, un juge du tribunal correctionnel de Tongres a décidé d'autoriser onze jeunes filles à porter le voile dans leur école secondaire à Maasmechelen. En Flandre, dans l'enseignement officiel – le GO, acronyme pour Gemeenschapsonderwijs –, c'est l'école qui a la liberté d'autoriser ou d'interdire le port du voile dans l'établissement scolaire. Ce soir-là, sur le plateau de « Terzake », un débat a eu lieu entre Mieke van Hecke, tête de liste du CD&V à Gand, mais aussi ancienne patronne de l'enseignement catholique en Flandre, et Darya Safai, une militante irano-belge des droits des femmes qui s'est engagée à la N-VA depuis quelques mois. Safai plaide ouvertement pour l'interdiction du port de voile (la position de son parti étant de laisser la liberté de choix aux écoles), tandis que la CD&V plaide pour le droit des parents de faire des choix pour leurs enfants. A ses yeux, il s'agit là d'un « droit fondamental » pour les géniteurs.

Manifestement, la liberté qui était tellement importante pour la N-VA dans le cas des inscriptions scolaires a complètement

disparu dans le cas du port du voile. La différence ? L'apparition de la religion, et dans ce cas, de l'islam dans la discussion. La réaction du secrétaire d'Etat Theo Francken – qui a une formation de pédagogue – dans l'émission « De Afspraak op Vrijdag » est claire : « Si vous me demandez mon avis personnel, je peux vous le dire : je suis pour une interdiction du voile à l'école. Si on me pose la question (de l'interdiction, NDLR), je l'introduirai », a-t-il commenté.

Et donc, ce que le voile est pour les musulmans, la passoire devrait l'être pour les pastafariens

Même le président de la N-VA, Bart De Wever, s'est fait entendre dans ce débat. Il a envoyé un tweet sarcastique : « Je rejoins le pastafarisme et j'envoie mes enfants à l'école avec une passoire sur leurs têtes. » Le pastafarisme est une parodie de religion dont la divinité est le Monstre en Spaghetti Volant. Et donc, ce que le voile est pour les musulmans, la passoire devrait l'être pour les pastafariens. Le tweet est conclu avec le hashtag #soumission, une référence au livre *Soumission* de Michel Houellebecq, qui décrit la conversion de la République française en un Etat musulman. De Wever suggère donc que la liberté de porter un voile à l'école, comme proposé par la politique CD&V, équivaut à une « soumission » à la religion musulmane.

Selon le politologue Bart Maddens, la N-VA tient de plus en plus un discours antimusulman, à un niveau subliminal. « Peut-être pas comme le Vlaams

Belang, mais plutôt en sous-culture. » Une critique difficile à avaler pour la N-VA, car elle est formulée par le politologue flamand qui est connu comme un nationaliste pur et dur. Francken dément, mais quand il s'explique, il fait le lien entre le port du voile, les problèmes « dans » l'islam, c'est-à-dire le wahhabisme et le salafisme et, à la fin, le terrorisme. Il conclut : « Le port du voile dans une école peut nous amener à un état de soumission. »

Soudainement, toutes les lignes de la stratégie électorale de la N-VA se rejoignent : le débat sur l'identité nous mène de l'éducation des jeunes jusqu'à l'interdiction du port de voile. Voilà l'illustration du slogan de la N-VA pour les prochaines élections « En sécurité chez soi, dans une Flandre prospère ». C'est surtout la première partie de ce slogan que la N-VA met en évidence. Les sujets socioéconomiques, pour parvenir à cette Flandre prospère, sont en ce moment nettement moins attirants qu'une discussion sur l'identité que la N-VA connecte automatiquement à la sécurité.

Lors d'un congrès de la N-VA, la semaine passée, pour fêter les 50 ans du « Leuven Vlaams » (et du « Walen Buiten »), Bart De Wever expliquait encore qu'« il faut du courage pour dire qui nous sommes et qui nous voulons être ensemble ». En tout cas, avec ces discussions sur l'éducation, le parti a clarifié sa position. Et la liberté des parents est devenue un argument dont la N-VA se sert selon la cause. ■